

La nouvelle phase de la campagne Gardons les services d'électricité publics mise sur l'opposition grandissante contre la vente

Le 9 février dernier, à Queen's Park, le SCFP-Ontario et les partenaires de coalition de la campagne Gardons les services d'électricité publics ont dévoilé la prochaine phase de la lutte pour empêcher la privatisation d'Hydro One.

« Une grande majorité d'Ontariens sont en colère au sujet de la liquidation prévue des services d'électricité par la libéraux. Cette nouvelle phase de la campagne aidera les gens qui s'organisent déjà dans les collectivités partout dans la province à se servir de cette vive opposition grandissante pour demander des comptes à leur député provincial libéral. Le travail d'un député provincial consiste à représenter ses électeurs, et leurs électeurs veulent qu'ils gardent les services d'électricité publics », de dire le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn.

Le nouveau matériel de la campagne souligne que 85 pour cent d'Hydro One appartient encore à la population de l'Ontario, et il n'est pas trop tard pour garder les services d'électricité publics. Ils demandent aux députés provinciaux libéraux d'écouter leurs électeurs, la vérificatrice générale, le Bureau de la responsabilité financière, les chambres de commerce, ainsi que les 194 municipalités qui ont adopté des résolutions en opposition à la vente – et d'empêcher toute nouvelle privatisation. Au fur et à mesure que la



campagne s'amorcera dans les circonscriptions libérales, des publicités et des dépliants mettront en vedette les visages des députés provinciaux locaux et donneront leurs coordonnées.

La directrice générale de la Coalition ontarienne de la santé, Natalie Mehra, la directrice générale de TTCriders, Jessica Bell, ainsi que des représentants de nombreux partenaires de la campagne Gardons les services d'électricité publics, dont ACORN, la Coalition anti-pauvreté de l'Ontario, la Fédération du travail de l'Ontario, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et la campagne Put Food in the Budget (Mettons l'alimentation dans le budget),

se sont joints à Fred Hahn pour le lancement.

La campagne se poursuivra au cours des prochains mois, débutant dans deux circonscriptions de Toronto à la fin février.

« Tout comme la colère que ressentent les Ontariens, nous ne partirons pas tant et aussi longtemps que les libéraux n'auront pas mis fin à la liquidation des services d'électricité, qui est une erreur », de dire Fred Hahn.

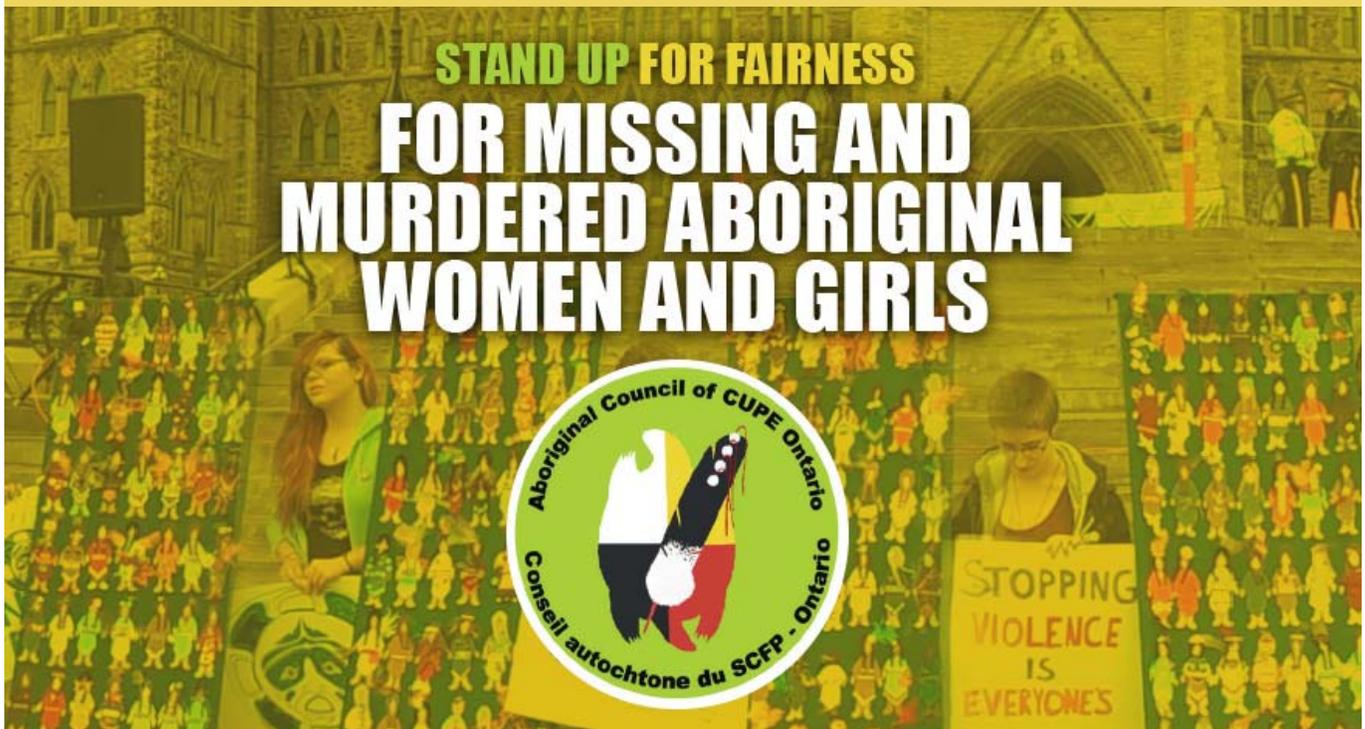
Pour en apprendre davantage au sujet de la campagne, allez à KeepHydroPublic.ca (site Web en anglais seulement).

INSIDE THE PULSE

Fairness for missing and murdered aboriginal women	page 2
Fairness works to build the base	page 2
Stephen Lewis headlines Secretary-Treasurers Conference	page 3
Photographs 2016 Racial Justice / Human Rights Conference	page 4
Building racial justice and human rights	page 5

Make people your priority, CUPE Ontario urges Wynne government	page 6
Don't scuttle CPP expansion for weaker provincial plan	page 6
Ontario ends PSW registry – an opportunity to end exploitation of workforce	page 7
Violence is not part of the job	page 8
Upcoming Events	page 8

Équité pour les femmes autochtones disparues et assassinées



Le Conseil des Autochtones du SCFP-Ontario remercie tous les membres qui ont pris des mesures afin de soutenir la campagne Tous debout pour l'équité – Pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

C'est grâce aux efforts de personnes partout au Canada, dont des membres du SCFP, qui ont massivement appuyé notre campagne en envoyant des milliers de cartes postales aux députés, que le gouvernement fédéral a annoncé qu'il amorçait le processus visant à

tenir une enquête publique nationale sur les disparitions et les assassinats de femmes et de filles autochtones.

Ce fut une longue bataille, et elle n'est pas encore terminée. Mais cela montre que notre syndicat peut faire une différence lorsque, collectivement, nous faisons entendre nos voix. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez cupe.on.ca/committees/aboriginalcouncil.

L'équité sert à constituer la base

« Je l'ai tout de suite adoré », de dire la présidente de la section locale 960 du SCFP, Tiffany Balducci, au sujet du projet Tous debout pour l'équité. « J'ai travaillé sur la campagne d'Obama avec le projet Snowflake et je savais que ça fonctionnait. »

La section locale 960, qui représente environ 85 travailleurs de bibliothèque à Oshawa, a fait appel à des membres qui n'avaient jamais participé activement aux activités de leur syndicat auparavant. Elle s'est efforcée de leur donner de l'information et de leur demander ce à quoi la section locale devrait ressembler et ce qu'elle devrait faire pour eux, apportant des sacs contenant des bracelets du projet Tous debout pour l'équité et d'autre matériel syndical.

La réponse a été extrêmement positive, de dire Mme Balducci, qui est également membre du Conseil exécutif du SCFP-Ontario. La section locale a maintenant des délégués syndicaux dans chaque lieu de travail, un comité de santé et de sécurité complet et plus de la moitié des membres participent aux assemblées locales. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet du projet Tous debout pour l'équité, veuillez communiquer avec le SCFP-Ontario au 905-739-9739.

Stephen Lewis en vedette lors de la Conférence des secrétaires-trésoriers



En janvier dernier, les dirigeants des sections locales du SCFP de partout en Ontario se sont réunis à Richmond Hill, à l'occasion de la deuxième Conférence des secrétaires-trésoriers du SCFP-Ontario. Au cours de la Conférence, qui a duré quatre jours, il y a eu des ateliers pratiques sur la préparation de budgets, sur les règlements, sur la comptabilité et la tenue de livres, sur les tableaux Excel et plus encore.

« Nous vivons dans une province où le financement des services publics est gelé en raison de l'austérité imposée par le gouvernement provincial et où les employeurs font en sorte que nos membres font les frais de ce manque à gagner », de dire la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick. « Les syndicats ont été inventés pour faire face aux périodes difficiles. Ils ont été créés pour corriger les injustices et mettre fin à l'exploitation. Et l'histoire a prouvé à maintes reprises que lorsque les travailleurs s'unissent, mettent leurs ressources en commun et exercent leur pouvoir collectif, ils font des gains—pas seulement pour eux, mais pour ceux qui les suivent. » Faire en sorte que les secrétaires-trésoriers acquièrent des compétences fiscales aide à voir à ce que notre syndicat se

trouve dans une position solide pour relever ces défis pour nos membres, a-t-elle ajouté.

Lors de la deuxième journée de la Conférence, le cofondateur d'AIDS-Free World, Stephen Lewis, a prononcé un discours inspirant au sujet des liens importants qui existent entre les syndicats et les mouvements de justice sociale.

Dans son discours, il a parlé du rôle que joue son organisation pour exposer les abus sexuels dont sont victimes des enfants aux mains de Casques bleus de l'ONU qui travaillent en Afrique, ainsi que les pressions politiques qui ont été nécessaires pour forcer les dirigeants des Nations Unies à agir.

Il a souligné que c'est du travail qui n'aurait pu être fait sans le soutien des syndicats.

« Je siège au conseil d'administration de nombreuses ONG et les gens disent toujours 'Mon groupe est financé par telle société ou par telle société', et je souris toujours et je leur réponds 'Moi, mon organisation est financée par les syndicats », de dire M. Lewis.





Racial Justice & Human Rights Conferences



Assurer la justice raciale et protéger les droits de la personne

Le lundi 26 janvier, la Conférence sur la justice raciale et la Conférence sur les droits de la personne du SFCP-Ontario ont été lancées, à Toronto, avec une salle remplie de délégués.

La semaine a débuté par la Conférence sur la justice raciale, d'une journée, sous le thème « Éliminer les obstacles pour faire avancer l'égalité ». Au cours de cette conférence, il y a eu des ateliers pratiques, des débats animés et des conférenciers, dont Winnie Ng, chaire TCA-Sam Gindin en justice sociale et démocratie à l'Université Ryerson. Le discours de la consœur Winnie (« Si je pouvais faire à ma guise, c'est ainsi qu'un syndicat lutterait contre le racisme »), une critique ambitieuse de l'égalité au sein du mouvement syndical, s'est concentré sur le rôle primordial que jouent les syndicats pour faire progresser l'égalité et les mesures que nous pouvons prendre pour nous mobiliser pour une lutte plus énergique à l'avenir.

Au cours de la Conférence sur les droits de la personne, qui a duré trois jours, sous le thème de « Faire avancer l'égalité, de la base jusqu'au leadership », il y a eu de nombreux ateliers conçus pour aider les militants à acquérir les compéten-

ces et la connaissance pour faire avancer l'égalité et améliorer leur capacité à diriger et à aider les autres à jouer des rôles de leaders. Les délégués ont pu entendre des personnes qui ont joué des rôles de leaders faire un récit de leur expérience d'avancement de l'égalité. Parmi ces personnes, il y avait Ausma Malik, une commissaire d'écoles de Toronto et une militante contre le racisme, Casey Oraa, un militant pour les droits des LGBT, et David Lepofsky, un militant des droits des personnes handicapées. Marie Clarke Walker, vice-présidente exécutive du CTC, a enflammé la Conférence avant son discours-programme, « Ce que ça prend pour faire avancer l'égalité et le leadership ».

Les délégués à la Conférence sur les droits de la personne ont également élu les membres du Comité de la justice raciale, du Comité du triangle rose, du Comité des travailleuses et travailleurs ayant un handicap, du Comité des jeunes travailleuses et travailleurs, du Comité de la solidarité internationale et du Conseil des Autochtones du SFCP-Ontario.

Membres nouvellement élus au sein des comités de l'égalité

Jeunes travailleuses et travailleurs

Stephanie Grant, section locale 2316
Jennfer Foreshaw, section locale 5277
Felicia Forbes, section locale 3791
Nicole Leach, section locale 3903
Behzad Mohammadi, section locale 3903
Tim Caldito, section locale 1328
Denise Martins, section locale 1281

Solidarité internationale

Lisa Skeete, section locale 4400
Ellie Adekur, section locale 3902
Denise Martins, section locale 1281
Daveson Haraan, section locale 2191
Safia Gahayr, section locale 3907
Connie Sorio, section locale 4557
Justin Kong, section locale 3902

Justice raciale

Ellie Adekur, section locale 3902
Jacqueline Benn-John, section locale 3907
Connie Ndlovu, section locale 4308
Veriline Howe, section locale 2191
Kevin Edmonds, section locale 3902
Felicia Forbes, section locale 3791
Sandy Judhan, section locale 4400

Travailleuses et travailleurs ayant un handicap

Martine Stonehouse, section locale 4400
Kimberly Goode, section locale 2605
Gary Sprague, section locale 2875
Andy MacDonald, section locale 7800
Jayne Warner, section locale 4400
Emily Wright, section locale 4400
Victoria Warner, section locale 4400

Conseil des Autochtones

Louann Gauthier, section locale 4826
Dawn Bellerose, section locale 1880
Patricia Dignard, section locale 2331
Allan McLeod, section locale 822
Larry Giffin, section locale 3798
Luc Cyr, section locale 5500

Triangle rose

Drew Fockler, section locale 1764
Hancy Hanschmann, section locale 109
Dash Lavender, section locale 109
Ryan Culpepper, section locale 3902
Paul Clulow, section locale 241
Jodielynn Harrison, section locale 4207
Martine Stonehouse, section locale 4400

Remarque : Les membres du Comité des femmes du SFCP-Ontario sont élues lors de la Conférence biennale des femmes du SFCP-Ontario et le Comité des droits de la personne est composé d'un membre de chacun des comités de l'égalité. Les nouveaux membres du Conseil exécutif du SFCP-Ontario seront élus lors du congrès, en mai.

Le SCFP-Ontario exhorte le gouvernement Wynne de faire des gens sa priorité

Six ans de budgets libéraux d'austérité ont eu pour conséquence de laisser tomber la population de l'Ontario et de profiter aux entreprises déjà riches, de dire le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, dans le cadre d'une audience prébudgétaire du Comité, à Queen's Park, le 2 février.

« Nous avons connu des années de coupures dans les services publics pour payer pour les réductions des impôts frappant les sociétés accordées par le gouvernement libéral, de dire Fred Hahn. Il a donné des milliards de dollars aux entreprises par l'entremise de projets de PPP qui auraient été moins coûteux s'ils avaient été réalisés par le secteur public. Malgré une vive opposition publique, il vend un de nos biens publics les plus précieux, Hydro One, afin de maintenir le résultat net du marché boursier. Et pour quoi? Cela n'a en rien aidé les nombreux Ontariens qui ont vu leurs salaires être gelés, leur pouvoir d'achat diminuer et leurs emplois devenir précaires. »

Entre 2003 et 2013, les revenus moyens après impôt des travailleurs de l'Ontario ont augmenté de seulement 0,4 %. Dans certaines

régions de la province, plus de 50 % des emplois sont maintenant considérés comme étant des emplois précaires. Tandis que les taux d'imposition des sociétés sont à des

Le mémoire prébudgétaire du SCFP-Ontario, disponible à cupe.on.ca/fr/, comprend quatre recommandations importantes :

- augmenter les revenus, notamment en ramenant les taux d'imposition frappant les sociétés aux niveaux de 2010;
- mettre fin à toutes les formes de privatisation, y compris la liquidation irresponsable d'Hydro One;
- investir dans les services publics afin de stimuler la croissance économique et d'améliorer la vie des travailleurs;
- prévoir des augmentations de salaire pour les travailleurs de l'Ontario dans le budget, y compris de réelles mesures afin de combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

niveaux historiquement bas, on estime que 700 milliards de dollars provenant des revenus des sociétés

canadiennes ne sont pas réinvestis dans l'économie. Une recherche récente indique que non seulement les réductions d'impôt accordées aux sociétés ne génèrent pas de gains économiques, mais que l'augmentation des impôts frappant les sociétés pourrait en fait augmenter les investissements.

« Il est temps que le budget du gouvernement Wynne accorde la priorité aux gens, non pas aux entreprises », de dire Fred Hahn.

À la suite des budgets d'austérité passés des libéraux, les coupures dans le secteur public ont des conséquences sur les collectivités partout en Ontario. Des centaines de postes ont été éliminés dans le secteur des soins de santé, entraînant des coupures dans les services dans les hôpitaux communautaires. Les listes d'attente pour des services comme les services de garde, les soins de longue durée et les services sociaux s'allongent, tandis que les frais de scolarité ont augmenté de 360 % depuis 2006.

Le rapport complet est disponible à cupe.on.ca/fr/.

Ne sabordez pas la bonification du RPC pour un plan provincial plus faible

En janvier, le gouvernement Wynne a annoncé qu'il allait de l'avant avec son Régime de retraite de la province de l'Ontario (RRPO), un régime déficient qui exclut des millions de travailleurs de l'Ontario.

« En allant de l'avant avec son RRPO non universel, le gouvernement libéral de l'Ontario abandonne les efforts pour bonifier le Régime de pensions du Canada (RPC), un régime qui profiterait à tous les Canadiens », de dire le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Pendant des années, les libéraux de l'Ontario ont affirmé que la bonification du RPC était la meilleure façon

d'assurer une sécurité du revenu de retraite et ont blâmé le gouvernement conservateur de Stephen Harper, à Ottawa, qui s'y opposait. Eh bien, Harper n'est plus là. Mais il semblerait que l'engagement du gouvernement ontarien à l'égard de la bonification du RPC n'y soit plus non plus. »

Le gouvernement Wynne a affirmé que la seule raison pour laquelle il avait mis en branle son projet de RRPO était que les conservateurs de Stephen Harper refusaient d'amorcer des discussions sur la bonification du RPC. Lors des dernières élections fédérales, la première ministre Wynne a affirmé

qu'elle abandonnerait l'idée d'un RRPO si son homologue libéral fédéral, Justin Trudeau, qui a fait campagne en faveur de la bonification du RPC, était élu.

Le SCFP-Ontario demande aux libéraux provinciaux de ne pas mettre la bonification du RPC en péril, bonification qui aiderait tous les travailleurs canadiens, et de plutôt exhorter le gouvernement Trudeau à respecter ses promesses électorales et de faire de la bonification du RPC une priorité.



L'Ontario met fin au registre des PSSP

En janvier, le gouvernement de l'Ontario a finalement abandonné son registre controversé des préposés aux services de soutien à la personne (PSSP) travaillant dans les établissements de soins de longue durée, les hôpitaux et les soins communautaires. Le SCFP-Ontario et le CSHO ont contesté la création du registre des PSSP dès qu'il a été proposé pour la première fois en 2011 et ils ont fait campagne avec les PSSP contre ce registre. La scolarité requise et les demandes du travail des PSSP ont augmenté de façon importante au cours des cinq dernières années, mais la réglementation pour mettre fin à l'exploitation de la main-d'œuvre, principalement racisée et féminine, n'a pas évolué au même rythme que ces demandes.

Bien que la province ait reconnu que les bas salaires versés aux PSSP sont un problème, aucune mesure n'a été prise pour régler les graves problèmes qui diminuent le niveau de vie des PSSP ou le fait que de nombreux PSSP continuent de ne pas être payés pour le kilométrage parcouru ou le temps de déplacement alors qu'ils travaillent. Souvent, les PSSP qui travaillent dans les soins à domicile n'ont pas d'heures de travail garanties et, bien qu'on s'attende à ce qu'ils soient en disponibilité jusqu'à 12 heures par jour, ils sont nombreux à être rémunérés pour seulement trois ou quatre heures de travail à offrir des soins et du soutien à des patients à domicile qui sont de plus en plus malades.

Le SCFP-Ontario recommande que l'on envisage sérieusement de modifier une politique discutable adoptée par les conservateurs au milieu des années 1990 qui a changé la prestation des soins, soins qui étaient offerts par des organismes communautaires sans but lucratif, comme les Infirmières de l'ordre de Victoria, et qui sont maintenant presque uniquement offerts par de grands prestataires à but lucratif qui s'accaparent de 15 à 20 pour cent du financement provincial à des fins de profits.

Infirmière auxiliaire autorisée congédiée pour avoir dénoncé la violence au travail

Sue McIntyre, une infirmière membre du SCFP qui a dénoncé la violence que subissent les travailleurs des soins de santé par des patients, a été congédiée par l'Hôpital régional de North Bay.

Notre syndicat travaille à assurer la réintégration de la consœur et demande au gouvernement provincial d'adopter une loi qui ferait en sorte qu'une agression contre un travailleur des soins de santé serait considérée comme une infraction criminelle et

protégerait les membres du personnel qui rapportent des actes de violence contre toutes représailles.

« Le président-directeur général de l'Hôpital régional de North Bay ne peut empêcher la discussion au sujet de l'importance de la violence. Les membres du personnel des soins de santé doivent pouvoir parler de l'étendue de ce problème et de ses conséquences dévastatrices », de dire le premier vice-président du SCFP-Ontario et président du CSHO, Michael Hurley

« Nous nous tournons vers le gouvernement de l'Ontario pour qu'il agisse immédiatement afin de

protéger les infirmières en investissant pour qu'il y ait plus de membres du personnel dans les hôpitaux et les établissements de soins de longue durée et en

présentant une véritable loi proactive, comme l'ont fait New York et la Californie. En fin de compte, le manque de personnel dans les établissements de soins de santé de l'Ontario, qui comptent le moins de membres du personnel par rapport à tout le reste du

Canada, fait en sorte que les travailleurs des soins de santé se retrouvent vulnérables face à ces agressions. »

L'incident fait suite aux attaques très médiatisées à Hamilton. Selon Statistique Canada, 47 pour cent des infirmières auxiliaires autorisées ont été agressées physiquement par un patient ou un membre de la famille d'un patient au cours de la dernière année.

Un rassemblement pour soutenir la consœur McIntyre aura lieu à midi le 29 février, à l'Hôpital régional de North Bay. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez cupe.on.ca/fr/.



Événements à venir

Conférence du CCTTUO

Du 18 au 21 février, Hôtel Holiday Inn de Toronto-Yorkdale

Séance de formation du printemps

Du 23 au 28 février, Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

Conférence du CCEEMO

Du 30 mars au 2 avril, Hôtel Crowne Plaza de Niagara Falls

Conférence du CCTSS (services sociaux)

Du 7 au 10 avril, Hôtel Hilton de London

Congrès de 2016 du SCFP-Ontario

Du 25 au 28 mai, Hôtel Sheraton du centre-ville de Toronto

Conférence du CACO

Les 19 et 20 septembre, Hôtel Double Tree by Hilton de London

Conférence du CCTSS (soins de santé)

SeptDu 20 au 23 septembre, Hôtel Double Tree by Hilton de London

Conférence des sections locales du Nord du SCFP-Ontario

Du 5 au 7 octobre, Hôtel Ramada de Timmins



facebook.com/CUPEOntario

Join us online!



twitter.com/CUPEOntario



youtube.com/CUPEOntario